

Impôts. Les militants continuent la lutte pour sauver le site de Sainte-Anne.

La CGT soumet un contre-projet

■ « *L'hôtel des impôts de Sainte-Anne n'est pas à vendre, non aux suppressions d'emplois, oui au service public* », les militants, agents de cette administration publique et syndiqués CGT, ne baissent pas les bras devant la disparition du plus grand site des Bouches-du-Rhône, prévue fin 2012.

Si la plupart des employés (280) savent où ils vont aller : au centre des impôts de la rue Borde, ceux du cadastre, des hypothèques et de France Domaine ne savent toujours pas où ils seront reclassés. Inquiétude aussi sur le sort qui attend les femmes de ménage et le personnel des cantines. « *L'administration préfère réaliser un hyper marché des impôts à point d'entrée unique avec concentration des personnels et des usagers qui aura des effets déplorables sur les conditions d'accueil et de travail* », précise Philippe Laget, secrétaire CGT des impôts de Marseille. Il dénonce les incohérences de cette politique : « *On va déplacer les agents de Sainte-Anne à la rue Borde et ceux de la rue Borde devront aller à la Joliette dans des bâtiments payés au privé alors qu'on a un*

parc public, on aurait pu faire un service des impôts des particuliers à taille humaine. » Mais ce n'est pas le chemin pris par des dirigeants et un gouvernement, qui via la Révision générale des politiques publiques (RGPP), vise à supprimer un emploi sur deux chez les fonctionnaires.

Fin mai, les contribuables, habitants du 8^e arrondissement et des environs, étaient des centaines à signer la pétition pour demander le maintien d'un service public de proximité. A ce jour, un millier de signatures ont été recueillies qui seront autant de points d'appui, selon le syndicat, quand une délégation sera reçue par le préfet et le nouveau directeur des services fiscaux afin de leur soumettre un contre-projet. La reconstruction des bâtiments aux normes écologiques, entre autres, et le rachat par les services du ministère des Finances d'une partie des terrains pour y faire du logement social. Les agents précaires et les petits retraités apprécieraient de se loger à un prix abordable pour leur porte-monnaie.

PIEDAD BELMONTE